

FICHE PRATIQUE

TVA : mode d'emploi

Comme toutes les activités économiques, la sylviculture entre dans le champ d'application de la TVA, et ceci en tant qu'activité agricole, soumise à des règles spécifiques, celles du régime agricole de la TVA, qui diffèrent légèrement du régime général.

En effet, au regard de la TVA, les sylviculteurs (relevant du régime agricole, c'est-à-dire disposant d'un numéro de SIREN) sont considérés en tous points comme des exploitants agricoles. Ils relèvent des mêmes règles que ceux-ci, au titre d'une activité fiscalement nommée : "exploitation forestière".

Donc comme pour tout agriculteur, trois situations se présentent : sylviculteur non assujéti, sylviculteur volontairement assujéti ou sylviculteur obligatoirement assujéti.

SYLVICULTEUR NON ASSUJETTI À LA TVA

Principe :

C'est le cas le plus fréquent. Cela n'empêche pas le sylviculteur d'être concerné par la TVA. En effet, il supporte la TVA sur les biens et services acquis pour les besoins de sa forêt, mais ne facture pas la taxe sur ses ventes. En conséquence, en tant que producteur forestier non assujéti, il a droit au remboursement forfaitaire de la TVA supportée lors de ses achats.

Le remboursement forfaitaire est un mécanisme qui compense l'impossibilité pour le sylviculteur non assujéti, de récupérer la TVA grevant ses achats de biens et de services. Il est uniformément fixé à 3,05 % du montant annuel des ventes de produits forestiers.

Pour en bénéficier, le propriétaire forestier doit naturellement vendre ses bois à des assujétis à la TVA. Les produits concernés sont les suivants :

- les bois sur pied,
- les bois abattus, façonnés, débarbés,



Au regard de la TVA, les sylviculteurs sont considérés comme des exploitants agricoles.

- les bois livrés chez l'utilisateur,
- les produits de la cueillette, de la chasse, de la pêche.

Par contre, le bois de chauffage vendu à un particulier (non assujéti à la TVA) ne donne pas droit au remboursement forfaitaire.

Formalités :

- Obtenir un numéro SIREN : s'adresser pour cela au centre des impôts ou au Centre de Formalité des Entreprises (CFE) des chambres d'agriculture. En cas d'acquisitions intra-communautaires supérieures à 70 000 F hors TVA (montant réglé effectivement), obtenir un numéro d'identification intra-communautaire : on peut le demander au centre des impôts.
- Demander à chacun de ses clients (acheteurs) redevables de la TVA, une attestation annuelle correspon-

dant aux ventes effectuées. Ces attestations doivent être conformes au modèle fixé par l'administration (centre des impôts).

- Remplir l'imprimé n° 3520 récapitulant toutes les ventes de l'année (imprimé disponible au centre des impôts, c'est le même que celui de l'exploitant agricole) et l'envoyer le plus rapidement possible au centre des impôts. Cette déclaration est recevable jusqu'au 31 décembre de l'année suivant les ventes, mais le paiement sera d'autant plus tardif.

Durée et renonciation :

La déclaration étant annuelle, il n'y a pas de durée, ni de renonciation à cette option.

ASSUJETTISSEMENT À LA TVA

Principe :

Taxe sur le chiffre d'affaires, la TVA est un impôt sur la dépense qui atteint les biens consommés et les

services utilisés. Le vendeur collecte la TVA qu'il facture à l'acheteur, mais la verse au Trésor public déduction faite de la taxe ayant grevé ses achats de biens et de services. Le vendeur fait office de collecteur. Comme son nom l'indique, par la possibilité de récupération de la taxe supportée sur les achats, la TVA ne frappe en fait que la valeur ajoutée à chaque étape du circuit de fabrication d'un produit. En bout de chaîne, le consommateur final est le contribuable réel supportant la TVA d'un montant égal à la somme des versements des collecteurs intermédiaires.

Le propriétaire assujéti à la TVA facture la TVA sur tous les produits qu'il commercialise (le taux de la TVA dépend du bénéficiaire, voir encadré pour le cas des propriétaires forestiers). Il déclare toutes ses ventes et tous ses achats soumis à TVA. A la fin de l'année, il fait la différence entre le montant total de la TVA qu'il a facturé à ses acheteurs et le montant total de la TVA qui lui a été facturé par ses fournisseurs. Si le résultat est positif (il a facturé à ses clients plus de TVA qu'il n'en a payé à ses fournisseurs), il reverse la différence au Trésor. Ce versement se paye sous forme de quatre acomptes prévisionnels, puis d'un solde. Si le résultat est négatif (il a payé plus de TVA à ses fournisseurs qu'il n'en a facturé à ses clients), il demande le remboursement de la différence (si la différence est supérieure ou égale à 1 000 F).

L'assujettissement à la TVA peut être volontaire (car dans certains cas, il présente des avantages par rapport au remboursement forfaitaire) ou obligatoire (au-dessus d'un certain niveau de recettes).

Assujettissement volontaire

Cette option est à choisir dans le cas où le montant des travaux et des

Imprimé 3525 bis à remplir et pour régler les acomptes trimestriels, pour les sylviculteurs assujettis.

Imprimé n° 3517 bis pour les sylviculteurs assujettis à remplir en fin d'année pour régulariser.

achats dépasse largement le montant des coupes (c'est notamment le cas pour les propriétaires de forêts jeunes ou en reconstitution, ou bien si la principale activité consiste à vendre du bois de chauffage à des clients non assujettis à la TVA).

Formalités :

L'option doit être formulée sur un imprimé administratif d'existence et d'identification (n° 3500 bis) obtenu auprès du service des impôts. Cet imprimé doit être envoyé par lettre recommandée au service des impôts, au plus tard le 31 janvier de la première année de la période concernée par l'option.

Durée :

La première période va jusqu'à trois ans, elle est ensuite renouvelable par période de cinq ans.

Renonciation :

On peut arrêter à la fin de chaque période, en adressant une lettre recommandée au centre des impôts avant le 1er novembre de la dernière année de la période. Mais cette

demande ne sera pas acceptée si un remboursement de TVA a eu lieu pendant la période. Il faut donc, pour pouvoir renoncer à l'assujettissement volontaire, que le montant des dépenses soit très au-dessus de celui des ventes, et cela pendant cinq ans. En clair, le fait de demander le remboursement d'un crédit de TVA provoque un prolongement de l'assujettissement pour au moins 5 ans. Il faut donc bien réfléchir avant de s'engager dans l'assujettissement volontaire, en sortir peut prendre plusieurs années.

Assujettissement obligatoire

Si pendant deux années consécutives, les recettes annuelles encaissées sur l'année civile ont dépassé 300 000 F HT, l'assujettissement est obligatoire. Ces recettes concernent une même personne (physique ou morale) pour l'ensemble de ses activités forestières ; bien entendu, même si les propriétés sont très éloignées (sur plusieurs régions). Elles proviennent de la vente de bois (sur pied, abattu, transformé, livré), de produits accessoires, de primes d'assurance versées à la suite d'incendie ou autre calamité, et de subventions présentant un caractère de supplément de prix. Il faut exclure de ces recettes, les autres types de subventions, les ventes de matériels forestiers, les recettes de chasse et les ventes à l'exportation qui ne sont pas soumises à la TVA.

Les taux de TVA pour la vente de bois par un propriétaire assujéti à la TVA

Ventes de bois	Taux de TVA
Bois d'œuvre et d'industrie sur pied et abattus	5,5 %
Bois de chauffage en 1 mètre et moins à usage domestique directe	5,5 %
Bois de chauffage en 1 mètre et moins à un intermédiaire (grossiste)	19,6 %
Bois de chauffage en plus d'1 mètre (à usage domestique ou à un grossiste)	5,5 %

Les taux de TVA pour les travaux forestiers

Valables uniquement pour les travaux effectués au profit d'un propriétaire forestier et non une entreprise intermédiaire (voir ci-dessous)

Opérations	Taux de TVA	Remarque : Le taux réduit à 5,5 % ne s'applique qu'aux travaux effectués au profit d'"exploitants agricoles". Quelle différence entre un exploitant agricole et un sylviculteur ? Qu'est-ce qu'un exploitant agricole et qu'est-ce qu'un sylviculteur par rapport à un exploitant agricole ? C'est quasiment la même chose ! Une réponse écrite du 7 août 2000 précise que "le terme d'exploitant agricole s'applique à tous les sylviculteurs relevant du régime de la TVA agricole quel que soit leur statut social, le mode juridique sous lequel s'exerce l'activité sylvicole et le régime de la TVA agricole : remboursement forfaitaire agricole ou régime simplifié agricole." En conséquence, seules les personnes relevant par principe du régime de la TVA agricole peuvent bénéficier du taux réduit de 5,5 % pour tous leurs travaux forestiers. Néanmoins, l'administration a admis dans une lettre du 6 octobre 2000 que "les travaux forestiers effectués pour le compte de sociétés industrielles et commerciales, assujetties au régime général de TVA et propriétaires de forêts doivent être facturés au taux réduit." Par contre, il semble que des sociétés commerciales non propriétaires de forêts faisant travailler en sous-traitance des entrepreneurs pour le compte de propriétaires forestiers autres qu'elles-mêmes ne puissent pas bénéficier du taux de 5,5 % lors de la facturation que ces entrepreneurs leur adressent : leur taux de TVA est à 19,60 %. Le cas des Associations Syndicales Autorisées (ASA) paraît identique : le régime de leur TVA est celui du droit commun sauf exception de fait. Le champ d'application de la TVA agricole reste lié à une activité de production végétale ou animale au cours ou à la fin d'un cycle biologique. La plupart des ASA ne produisent directement aucun végétaux ni animaux : le taux de 19,60 % leur est applicable. Si les travaux qu'elles réalisent sont faits pour le compte de sylviculteurs, le taux de 5,5 % est applicable sous réserve que ces travaux correspondent à la liste précitée ; mais le mandat lui-même qu'a reçu l'association est rémunéré et taxé à 19,60 %. Les communes en tant que propriétaires forestiers sont bien entendu sous le même régime de travaux à 5,5 % que les propriétaires forestiers individuels. Enfin, les entreprises dont les recettes du secteur non agricole excèdent au cours de l'année civile précédente 200 000 F ou 30 % du montant des recettes taxes comprises provenant des activités agricoles et qui ont été autorisées à confondre toutes leurs activités en un seul secteur relevant du régime général de la TVA peuvent bénéficier du taux réduit de la TVA pour les travaux forestiers réalisés au profit de leur activité agricole dans les conditions précitées.
Travaux forestiers		
Boisement et déboisement	5,5 %	
Travaux de préparation du sol	5,5 %	
Plantation et semis	5,5 %	
Pose des protections contre le gibier	5,5 %	
Traitement phytosanitaire et épandage d'engrais	5,5 %	
Taille de formation et élagage	5,5 %	
Dépressage, dégagement mécanique et chimique (hors produits)	5,5 %	
Martelage et comptage	19,6 %	
Abattage et tronçonnage sur coupe, ébranchage, éhouppage	5,5 %	
Débardage	5,5 %	
Stockage du bois dans le cadre de l'exploitation forestière	5,5 %	
Transport	19,6 %	
Sciages de grumes y compris scieries mobiles	19,6 %	
Défrichage, débroussaillage, dessouchage, andainage, brûlage	5,5 %	
Création d'une aire de stockage	19,6 %	
Création de fossés, de routes et de pistes	19,6 %	
Travaux de drainage et d'entretien des fossés, routes et pistes	19,6 %	
Entretien des sentiers forestiers	5,5 %	
Etablissement de PSG, dossier FFN	19,6 %	
Expertise forestière	19,6 %	
Fournitures		
Plants et semences forestières (cf. liste DGI)	5,5 %	
Engrais, amendements	5,5 %	
Produits phytosanitaires (phytotoxiques, insecticides, fongicides homologués ou autorisés)	5,5 %	
Grillages et protections contre le gibier	19,6 %	
Matériel forestier	19,6 %	

Marc GIZARD - Avocat conseiller juridique et fiscal du Syndicat des sylviculteurs du Sud-Ouest

Remarques :

- Il y a contamination des régimes agricoles et forestiers : l'assujettissement du fait de l'activité forestière entraîne l'assujettissement de l'activité agricole, et réciproquement, ce qui est beaucoup plus courant.
- M. Gizard note que deux instructions jamais rapportées – 3-I-8-83 du 4 octobre 1983 et 3-I-1-84 du 21 mars 1984 de la Direction générale des impôts - stipulent que, dans le cas de recettes exceptionnelles provenant de coupes de bois sinis-

trés à la suite d'un incendie, d'un chablis ou d'une maladie ou encore consécutive à une catastrophe naturelle constatée par arrêté ministériel, ne soit retenu, pour le calcul du seuil précité, que le tiers de leur montant. C'est donc à partir de 1 800 000 F de recettes totales hors taxe que se déclenche l'assujettissement obligatoire à la TVA, dès lors, bien entendu, que l'ensemble de ces recettes provient de bois sinistrés.

Cette règle de tempérament ne semble pas remettre en cause le

bénéfice du remboursement forfaitaire de 3,05 % sur l'ensemble de la ou des recettes en cause.

Faut-il encore prendre la précaution d'indiquer sur la déclaration 3520 M que ces bois ont pour cause un sinistre, en l'espèce le sinistre tempête 1999.

Durée :

La durée de l'assujettissement est de trois ans reconductibles par période d'un an, si le montant moyen des recettes des trois dernières années est supérieur à 300 000 F.

Renonciation :

On peut mettre fin à cet assujettissement, si le montant moyen des recettes des trois dernières années est inférieur à 300 000 F, en adressant au centre des impôts une demande par lettre recommandée, avant le 1er février de l'année suivante.

Attention, cette demande est irrecevable, si lors de ces trois années, est intervenu un remboursement de TVA ; dans ce cas, il faut attendre de nouveau trois ans avec une recette moyenne inférieure à 300 000 F.

Formalités communes à l'assujettissement volontaire ou obligatoire

- Avoir un numéro SIREN (voir le centre des impôts ou le CFE), éventuellement un numéro d'identification intra-communautaire (voir le centre des impôts).

- Demander à l'acheteur une attestation pour les ventes à l'exportation, non soumises à TVA.

- Remplir le bulletin d'échéance trimestriel N° 3525 bis avant le 5 des mois de mai, août, novembre et février, pour régler les 4 acomptes trimestriels provisionnels. Chaque acompte correspond au 1/5ème de la taxe qu'a effectivement dû le propriétaire l'année précédente. (Pour les propriétaires qui sont assujettis pour la première année, un imprimé spécial existe : le CA-12).

- Remplir en fin d'année la déclaration de régularisation N° 3517 bis, en indiquant les opérations non soumises à TVA (exportations...), les opérations soumises à TVA (ventes...), les autres opérations (cessions d'immobilisations...) et les biens et services ouvrants droit à déduction de TVA (achats...).

- S'il y a excédent de versement de TVA égal ou supérieur à 1 000 F (TVA payée aux fournisseurs - TVA facturée aux clients = ou > 1 000 F), on peut en demander le remboursement. Il faut pour cela remplir la 3^{ème} page du formulaire N° 3517 bis et le renvoyer au centre

Crédit de départ

Un nouvel assujetti à la TVA bénéficie d'un crédit de départ imputable sur la TVA sur les recettes. Il est calculé différemment suivant qu'il affecte des immobilisations, des non-immobilisations ou encore des immobilisations en cours d'utilisation au moment de l'assujettissement. Dans ce dernier cas, le redevable peut déduire une fraction de la TVA égale au montant de la taxe ayant grevé les biens atténuée d'un cinquième par année ou fraction d'année écoulée depuis la date à laquelle le droit à déduction a pris naissance (délivrance du bien).

Ce droit à déduction pour crédit de départ ne serait pas ouvert, selon la doctrine administrative, aux personnes non identifiées auprès des services fiscaux en tant qu'exploitants agricoles. Il convient donc que pour bénéficier de ce crédit de départ le sylviculteur ait au moins bénéficié de remboursements forfaitaires de TVA avant son assujettissement et qu'il en ait été identifié en conséquence auprès des services fiscaux.

Marc GIZARD - Avocat conseiller juridique et fiscal du Syndicat des sylviculteurs du Sud-Ouest

des impôts avant le 5 mai de chaque année pour les opérations de l'année précédente.

sanctionnée par une amende de 5 % des droits à déduction non déclarés.

Précisions complémentaires :

La non déclaration d'une TVA due, mais pouvant être déduite, est

Charles de LA GUERRANDE
Président du Syndicat de l'Indre
Avec l'aide des FOGFOR
Loire-Haute Loire et Aube




ENVIRONNEMENT ET FORÊT
PÉPINIÈRES LEMONNIER

Spécialités :

-  **Ebauche d'arbre en STARPOT**
Qualité racinaire = Sécurité de croissance.
(pour alignement et enrichissement)
-  **Arbuste en motte de 500 cm³**
(pour haie fleurie, haie champêtre, haie paysagère)
-  **Plant forestier en motte et racines nues**
(pour reboisement)
-  **Comptoir du Sylviculteur**
Paillage au sol - Protection d'arbre - Tuteur -
Petit matériel d'élague.

PÉPINIÈRES M. LEMONNIER
Les Ecoulouettes - 61250 FORGES
Tél. 02 33 27 05 01 - Fax 02 33 27 42 37